

La « longue mémoire » de Chirac irrite l'Autriche

Pour la deuxième fois, une démarche de Jacques Chirac vient de mettre en émoi une partie de l'opinion autrichienne, et notamment les dirigeants de la droite au pouvoir à Vienne. Lors des tractations pour la nomination d'un nouveau président de la Commission européenne, de nombreux médias autrichiens caressaient l'espoir de voir le chancelier Wolfgang Schüssel accéder à ce poste. Schüssel disposait de l'appui du Parti populaire européen (PPE), le parti conservateur majoritaire au Parlement européen. À l'inverse, la candidature de Schüssel fut non seulement rejetée par la gauche européenne mais aussi par le président français. Jacques Chirac reprocha à Schüssel de diriger une coalition entre son parti conservateur et le FPÖ (Parti de la liberté), le parti du tribun national populiste Jörg Haider. Par là même, Chirac renoua avec son initiative de janvier 2000, lors de l'arrivée au pouvoir de cette coalition. Chirac avait alors impulsé la mise en quarantaine diplomatique du gouvernement autrichien par les autres membres

Danny Leder

*Correspondant à Paris
du quotidien autrichien «Kurier»*

Notons l'utilisation savoureuse, par le président du parlement autrichien, du terme de « mémoire » comme reproche dans le cadre d'une polémique liée au passé nazi.

de l'Union européenne. Une initiative à la hauteur du défi : pour la première fois depuis 1945, un parti dirigé par un leader revendiquant partiellement l'héritage du nazisme accédait au pouvoir.

Cette démarche valut à Chirac, et accessoirement aux Français en général, une poussée de haine de la part de nombreux Autrichiens. Un sondage sur les hommes d'état les plus détestés plaça Chirac en deuxième position après Slobodan Milosevic. En septembre 2000, ces sanctions furent levées, l'UE ayant constaté qu'elles avaient suscité une crispation nationaliste en Autriche. Néanmoins, cette pression

extérieure avait permis de limiter l'influence du FPÖ sur les choix gouvernementaux et d'écartier Haider de tout poste ministériel. Ainsi, l'initiative de Chirac avait réussi à circonscrire le champ de nuisance de Haider qui, à l'époque, pouvait se prévaloir de 27 % des voix.

Depuis, le FPÖ a subi une série de revers électoraux le ramenant dernièrement à 6,3 %. Entre-temps, les Autrichiens avaient pu assister à de multiples caprices de Haider, à des limogeages incessants au sein du FPÖ, et à des démissions en cascade de ministres du FPÖ, dépassés par leur charge et/ou impliqués dans divers scandales. L'électorat ouvrier, que Haider avait conquis à coups de slogans xénophobes et de surenchère gauchisante, se détourna du FPÖ à la suite des mesures d'austérité du gouvernement.

Pour autant, le problème moral posé par la participation gouvernementale du

FPÖ reste entier, ravivé encore par des prises de position de Haider en faveur de Saddam Hussein. Il est pour le moins étrange que, dans ce contexte, le président du Parlement autrichien, le conservateur Andreas Khol, ait déploré (concernant le rejet de Schüssel par Chirac) « la longue mémoire des Français », ajoutant d'un ton menaçant : « Mais nous aussi [avons de la mémoire]. » Notons l'utilisation savoureuse par M. Khol du terme de « mémoire » comme reproche dans le cadre d'une polémique liée, in fine, au passé nazi. Il est vrai que le chef de l'opposition social-démocrate, Alfred Gusenbauer, s'était également rapproché de Haider, n'excluant plus une coalition avec le FPÖ.